

Stade Mamadou Konaté : lancement de la 4e édition de la Super-Coupe de football "Colonel Assimi Goïta"

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 20 AOÛT 2024

1626

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Quatre ans après le renversement d'IBK

La transition malienne en crise



Deux éducateurs dévoués assassinés au Mali : Un coup dur pour l'éducation et la nation à la transition



Les inégalités sociales : Un danger pour l'humanité

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

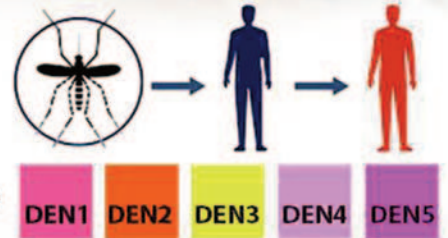


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



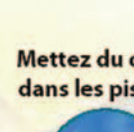
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.9



P.15



P.18



/ Une /



Quatre ans après le renversement d'IBK : La transition malienne en crise

P.4

/ Brèves /



Deux éducateurs dévoués assassinés au Mali : Un coup dur pour l'éducation et la nation

P.9

L'insécurité : C'est l'affaire de nous tous !

P.9

Litige foncier : Occupants des terres de Safo et Tasan expriment leur mécontentement

P.10

Mali : Adoption d'un projet d'ordonnance pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux

P.10

/ Actualité /



Les inégalités sociales : Un danger pour l'humanité

P.13

Entrepreneuriat, emploi et formation professionnelle : Lancement du projet de formation des jeunes en installation et maintenance des équipements de photovoltaïque au CFP de Sénou

P.15

/ Politique /



An 4 de la transition, de la place de l'indépendance au CICB : Quand le pm Choguel K Maïga persiste à être l'obstacle au rassemblement et à l'union sacrée

P.18

À propos du débat sur l'acte de renoncement de Moussa Mara à ses droits pour renflouer les caisses de l'état : Un micro trottoir a permis de recueillir les avis de certains cadres maliens

P.20

/ Culture & société /



Inondations au Mali : Appel à une action proactive du gouvernement pour protéger les populations vulnérables

P.25

/ International /



Abdelmadjid Tebboune prêt à envoyer l'armée algérienne combattre Israël à Gaza : Une déclaration lors de sa campagne électorale

P.26

En Campagne Électorale en Pennsylvanie : Kamala Harris Critique

P.27

Indirectement Donald Trump lors d'un Discours

/ Sport /



Stade Mamadou Konaté : lancement de la 4e édition de la Super-Coupe de football "Colonel Assimi Goïta"

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Quatre ans après le renversement d'IBK

La transition malienne en crise



Le dimanche 18 août 2024 a marqué le quatrième anniversaire de la transition malienne, mise en place après le renversement du régime démocratiquement élu d'Ibrahim Boubacar Keïta. Dans un contexte sociopolitique et sécuritaire tendu, cette commémoration s'est déroulée sobrement pour les détenteurs du pouvoir, tandis qu'une part significative de la population est restée indifférente.

La transition a été initiée après plus de trois mois de contestation populaire contre le régime d'IBK, menée par le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5 RFP). Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), dirigé par le Colonel Assimi Goïta, a pris la responsabilité du renversement du président. Malgré les espoirs suscités par ce changement, de nombreuses attentes du peuple malien restent non satisfaites.

L'arrivée au pouvoir des nouveaux dirigeants avait été accueillie avec enthousiasme par une partie de la population, désireuse de voir le Mali se débarrasser de ses maux et envisager un avenir meilleur. Cependant, la relation entre

le M5 RFP et le CNSP s'est rapidement tendue, notamment lorsqu'il a été question de désigner un président civil pour diriger la transition.

Le choix du Colonel à la retraite Ba N'Daw pour occuper ce poste a provoqué une crise au sein de la transition, marquant le premier affrontement entre civils et militaires au pouvoir. Les tensions ont perduré, notamment en ce qui

concerne la composition du gouvernement et du Conseil National de Transition (CNT), sans réelle concertation entre les deux parties.

Des remaniements ministériels ont été effectués, entraînant de nouvelles crises, aboutissant finalement à un deuxième coup d'État contre le président de la transition, Bah N'Daw, et son Premier ministre Moctar Ouane. Cette série d'événements souligne les difficultés et





Les dissensions qui persistent au sein de la transition malienne, mettant en lumière les défis auxquels le pays est confronté pour parvenir à une stabilité politique et sociale durable.

Gouvernance et réformes :

Un nouveau gouvernement a été constitué, sous la direction du Premier Ministre Choguel K. Maïga, dans le but de mettre en œuvre des réformes au cours des 24 prochains mois. Ces réformes sont cruciales pour préparer le pays à des élections démocratiques et mettre fin à la période de transition.

Discours controversés :

Le Premier Ministre a prononcé des discours virulents critiquant la France, la CEDEAO et d'autres acteurs internationaux, ce qui a entraîné des tensions diplomatiques et des crises. Ces discours ont marqué un changement vers une politique dite "souverainiste" remettant en question les relations internationales traditionnelles du Mali.

Départ des forces étrangères :

Suite à ces tensions, les forces étrangères telles que Barkhane, Takuba et la MINUSMA ont été expulsées du pays, justifiant cette décision par le constat que malgré leur présence, le terrorisme n'a cessé de s'intensifier. Cette décision a été suivie par la conclusion d'accords militaires avec la Russie, permettant l'arrivée de militaires russes pour former et soutenir les forces armées maliennes.

Le Mali traverse une période de transition politique mouvementée, marquée par des tensions internes, des discours controversés et des changements majeurs dans sa politique étrangère. Il est crucial pour le pays de trouver un équilibre entre la souveraineté nationale, la lutte contre le terrorisme et la stabilité régionale pour assurer un avenir pacifique et prospère. La situation décrite est complexe et soulève plusieurs points importants à considérer.

Sur le plan militaire, des progrès ont été réalisés, notamment grâce à l'acquisition d'équipements militaires et à la reconquête de territoires stratégiques tels que Kidal, aux mains des indépendantistes. Ces avancées sont le résultat d'un renforcement des Forces Armées et ont eu des résultats concrets sur le terrain.

Cependant, sur le plan diplomatique, le Mali semble s'être isolé en prenant des décisions telles que rompre avec des partenaires traditionnels et quitter la CEDEAO pour rejoindre l'Alliance pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (AES), soulevant des interrogations sur sa stratégie diplomatique. La coopération régionale et internationale est souvent essentielle pour relever les défis sécuritaires et politiques.

Les réformes entreprises pendant la transition, comme l'adoption d'une nouvelle constitution et la mise en place d'institutions électorales indépendantes, sont des avancées significatives. Cependant, des défis persistent, notam-

ment en ce qui concerne l'unité de la classe politique, la cohésion sociale et la situation économique du pays.

Le Dialogue Inter malien (DIM) a été une occasion de rassembler les différents acteurs politiques et sociaux du pays pour définir ensemble les grandes priorités nationales. Dialogue et Objectifs Atteints:

Cependant, ce dialogue a-t-il réellement atteint ses objectifs malgré quelques critiques, notamment concernant la recommandation de prolonger la transition et de favoriser certaines ambitions politiques individuelles ?

Situation au Mali:

Enfin, la situation sociopolitique et économique du Mali demeure préoccupante, marquée par une classe politique divisée, une crise sociale grave, une paupérisation croissante de la population et un nombre important de réfugiés internes. Il est impératif que les autorités maliennes s'engagent à résoudre ces défis de manière inclusive et durable pour assurer la stabilité et le bien-être de la population.

Équilibre et Transition:

Le Mali doit trouver un équilibre entre les avancées militaires et les aspects diplomatiques, politiques, sociaux et économiques pour garantir une transition réussie et un avenir stable pour le pays. La situation décrite est effectivement préoccupante. La perte d'emplois et la fermeture d'entreprises peuvent avoir des conséquences graves sur l'économie d'un pays et la vie de ses citoyens. Il est essentiel que les transitions politiques soient gérées de manière responsable et efficace pour assurer la stabilité et la prospérité nationale.

Collaboration Politique:

La transition politique peut être une période délicate et complexe, mais il est essentiel que les acteurs politiques mettent de côté leurs intérêts personnels et collaborent pour le bien commun. La division et la revanche ne font que nuire au pays et à sa population.

■ Karamoko B Keita



Lelewal TV



Magal de Touba : 243 bus et trains déployés pour le transport des pèlerins.
Concernant la recrudescence des accidents de la route, El Malick NDIAYE a souligné que des mesures sont en cours pour minimiser les risques.



Famille zapa fort dans la tête



Rejoindre

L'Histoire de Koné Zélé dit ZÉLÉ DE PAPARA

C'est à Papara, paisible patelin niché à quelques encablures de la ville de Tingrela dans le septentrion ivoirien que naît Koné Zélé en 1934. La Côte d'Ivoire est alors sous le joug du colon français. Cinquième fille d'un père qui est chef de village, elle reçoit une éducation dans la pure tradition Sénoufo. Mariée à l'adolescence, elle ira vivre avec son époux dans le village de celui-ci non loin de Papara. Koné Zélé connaîtra 11 maternités. Par 11 fois, elle aura l'heur d'être mère. Hélas tous ses 11 enfants, seront successivement fauchés par la mort avant d'atteindre l'âge de 3 ans. Le sort s'acharne sur elle et ne lui laisse aucun répit. Dans le village de son époux, elle essuie les regards dédaigneux, les allusions et les insinuations, les railleries et les quolibets avec stoïcisme. On lui fait porter la responsabilité des morts de ses enfants. La tradition est parfois injuste envers les femmes. Ce serait elle qui dévorerait mystiquement ses rejetons.

Répudiée, elle s'enfuit sous les lazzis pour rejoindre sa terre natale à Papara. Et là, Koné Zélé commence à cultiver la terre. Cette terre rétive et indocile du Nord. Pendant son labeur, elle chante la vie, sa vie. Sous le soleil coléreux ou pendant les pluies drues, elle chante ses douleurs, ses malheurs, ses peines, ses déboires mais aussi ses espoirs, ses espérances, avec le lyrisme d'une soprano. Maniant le chanter-parler de façon prodigieuse. Koné Zélé devient Zélé de Papara, la cantatrice, la diva, la Donna.

De ses malheurs sont nés une tessiture vocale unique, une maîtrise instinctive de la chanson. On la réclame partout. Lors des funérailles mais aussi pendant les mariages et les baptêmes. Partout, elle chante le Bari. Chez elle, fatalité et réjouissance cohabitent, se fondent et se confondent. Malheur et bonheur se doublent, se dédoublent et se redoublent dans une sorte de chassé-croisé.

Et comme une traînée de poudre, sa réputation de virtuose se répand par delà les frontières de son lieu géographique. On parle d'elle et surtout de sa voix singulière née des vicissitudes d'une vie qui ne lui aura rien épargné. En 1987, elle est révélée au grand public à la faveur du premier Festival national des masques et danses traditionnelles à Yamoussoukro. Ses chansons diffusées sur la radio nationale l'imposent dans tout le pays. Les producteurs affluent avec des propositions alléchantes. Mais, elle leur oppose un refus courtois mais ferme. Par philosophie de vie, elle goûtait peu à la vie de star. Préférant continuer à labourer la terre et à se produire dans des cérémonies modestes. Le 17 Août 1994, elle décède durant cette nuit de tornade où sa case s'écroule sur son frêle corps. Elle avait la petite soixantaine. À l'instar de quelques autres, elle aura payé son génie par une vie de tiraillements. Son génie est né dans les bras du chagrin et des épreuves.

Zélé de Papara ou plutôt la cantatrice de Papara aura connue une destinée fracassée, un destin empêtré dans la glue du malheur. Même si la notoriété ne l'a pas placé au même rang qu'une Maria

Callas devant qui elle n'aurait eu aucun complexe sur ses qualités vocales, Zélé de Papara fut pour les esthètes, l'une des meilleures artistes à voix de la Côte d'Ivoire. On peut espérer qu'un jour, lorsque l'idée nous viendra de célébrer nos vrais héros, on lui tressera des lauriers rétrospectifs en lui rendant un hommage posthume à hauteur de son génie. Et que les xylophones de l'art mandingue accompagneront cette voix à la pureté cristallin Outre-tombe.

Maury Legran

ZÉLÉ DE PAPARA, lors d'une de ses performances au Palais des congrès de l'Hotel Ivoire d'Abidjan en 1989.



■ infosport

Mohamed Kader Coubadja envoie un message au nouveau sélectionneur des Eperviers "Salam.. Félicitations à Daré NIBOMBE pour sa nomination officielle à la tête des Éperviers comme le coach de l'équipe nationale A du Togo. Nous avons eu un entretien d'échanges qui forcément doit être un levier pour l'essor du football togolais. Seul le travail dans la même vision, dans la même perspective, dans un esprit d'équipe peut nous amener à entretenir une cohésion nationale pour un meilleur épanouissement de notre football. Merci aux instances du Football Togolais. Construisons ensemble avec bravoure le football togolais."



■ L'équipe 237 -



URGENT ! L'attaquant camerounais Vincent Aboubakar, qui a rejeté les offres de la Ligue brésilienne et des pays arabes, souhaite que ses gains annuels de 3 millions 110 mille euros lui soient versés afin de mettre fin à son contrat. [Via @dfanatikcomtr]



■ Maman Simone



Moi je l'appelais Gbagbouchou
Maintenant nady l'appelle ba zoumana

■ Casimir Sangala



Kenya: le pouvoir va réintroduire 49 taxes qu'il avait été contraint de retirer en juin sous la pression #1,2 milliard Usd à lever#

Donner et commenter son opinion n'est pas faire du journalisme. Tout le monde en a une sur tous les sujets. Ne pas confondre blabla et journalisme !

Afrique: les jeunes ont investi 1 561 milliards FCFA rien que dans les paris sportifs en 2023 (rapport Bloomberg). Juste pour réussir vite, le plus vite possible !

■ Mady Keita



19 août 2024 :: Journée Internationale de l'aide humanitaire.

Permettez-moi en cette glorieuse journée de reconnaître et d'honorer ce grand homme qui fait une différence significative dans la vie des autres, en tant que entrepreneur sociale, homme d'État et leader politique exceptionnel.

Yeah Samake est un leader qui se bat pour la cause humanitaire en mobilisant des des ressources et inspirant des actions pour répondre aux besoins des populations vulnérables. Son travail et ses actions mettent en avant l'importance de l'empathie, de la solidarité et de l'engagement dans le domaine de l'aide humanitaire. En rendant un hommage à ce valeureux fils du pays, nous rappelons également à tous la nécessité de soutenir les initiatives qui visent à créer un changement positif dans notre société. Ensemble croyons infiniment que #Diriger #C'est #servir



■ Fouraba Samake



Il est préoccupant de constater que certains considèrent la réalisation des châteaux d'eau par les acteurs politiques comme un acte de corruption, alors même que ces actions continuent d'être menées à différents niveaux de l'État.

Pour nous, la politique véritable consiste à évaluer les besoins des communautés, à mobiliser les ressources nécessaires et à répondre concrètement à leurs attentes. C'est pourquoi nous resterons engagés à alléger la souffrance des Maliens en réalisant des châteaux d'eau là où cela est nécessaire, afin de garantir un accès à l'eau potable pour tous.

Parce que, pour nous, faire de la politique, c'est avant tout servir et apporter des solutions concrètes aux problèmes des populations. C'est pourquoi au PACP, nous croyons fermement que #DIRIGEREST-SERVIR!



Deux éducateurs dévoués assassinés au Mali : Un coup dur pour l'éducation et la nation



Le Mali a récemment été secoué par l'assassinat brutal de deux éducateurs exemplaires, Bokary Kisso Bokoum et Ousmane S. Daou, qui dirigeaient chacun une institution scolaire dans le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de Gounda. Cet acte odieux ne constitue pas seulement une tragédie pour leurs familles et leurs communautés respectives, mais également une attaque directe contre le système éducatif malien, déjà grandement affaibli par la crise sécuritaire qui sévit dans le pays depuis 2012.

Le ministre de l'Éducation nationale a exprimé sa profonde consternation face à cette violence inouïe et a fermement condamné cette attaque, qui s'inscrit dans une série d'agressions visant les enseignants maliens. Il a également témoigné de sa compassion envers les familles endeuillées, tout en appelant au repos des âmes de ces deux éducateurs dévoués. Cet événement tragique soulève de nombreuses interrogations quant aux mobiles de ces crimes atroces, mais aucune information supplémentaire n'a encore été divulguée concernant les raisons de cet acte lâche. Ce qui demeure clair, c'est que les forces malveillantes, face aux revers militaires infligés par les Forces Armées Maliennes (FAMA), se retournent désormais vers des cibles civiles sans défense pour semer la terreur.

Les réactions de solidarité et d'indignation se multiplient, appelant à ce que Bokary Kisso Bokoum et Ousmane S. Daou soient honorés à titre posthume pour leur engagement et leur sacrifice. Il est également demandé que l'État prenne en charge les familles des deux enseignants en leur accordant un statut de pupilles de la nation, afin de reconnaître l'immense perte qu'elles viennent de subir.

Ces assassinats mettent en lumière la vulnérabilité des enseignants évoluant dans des zones en proie à l'insécurité, où leur rôle crucial les expose souvent en première ligne face aux dangers. Leur mission, consistant à transmettre le savoir dans un environnement hostile, est essentielle pour l'avenir du Mali. La perte de ces éducateurs exemplaires constitue une tragédie non seulement pour leurs proches, mais pour l'ensemble du pays. En ces temps de deuil, l'unité nationale est primordiale pour renforcer la protection de ceux qui œuvrent pour l'éducation des générations futures et pour faire front à la terreur. Les noms de Bokary Kisso Bokoum et Ousmane S. Daou resteront à jamais gravés dans la mémoire collective en tant que martyrs de l'éducation, dont le sacrifice ne sera jamais oublié.

Fatou Sissoko

L'insécurité : C'est l'affaire de nous tous !



Il est clairement établi que l'insécurité au Mali, est passée en priorité une. C'est le sujet qui préoccupe le plus nos plus hautes autorités et nos forces armées et de sécurité. Il n'y aurait même pas d'élections tant que le territoire national n'est pas débarrassé du terrorisme. Dès lors, chaque Malien doit faire de l'insécurité, son souci premier. Chaque Malien doit en faire son affaire personnelle afin que très rapidement, nous puissions sortir de cette zone d'inconfort car, avec l'insécurité devant nos portes, nous ne pouvons rien entreprendre. Si le combat armé contre les groupes terroristes, est l'affaire des FAMA (forces armées maliennes) les populations civiles peuvent, elles aussi, apporter leur contribution. Il s'agit pour chaque malien, de ne pas se rendre complice de quoi que ce soit qui pourrait mettre à mal les opérations des FAMAS (donner leur position, partager les propagandes des groupes armés terroristes sur les réseaux, prêter assistance à ces groupes en leur fournissant du carburant, de la nourriture, de l'argent ...) Il ne s'agit plus de soutenir ou de ne pas soutenir la Transition, d'être avec ou contre Assimi... Mais de la survie du Mali face à l'impérialisme néocolonial et son bras armé qu'est le terrorisme. Le banditisme, aussi dangereux que le terrorisme armé, doit aussi être circonscrit. Il doit être combattu avec la même rigueur car, c'est aussi le banditisme qui coupe les routes, vole et tue. Il est généralement confondu avec le "terrorisme" dans sa forme actuelle. Mais les conséquences, sont les mêmes. Laissons de côté nos rancœurs, nos divisions, nos peines et nos souffrances et combattons ensemble l'insécurité qui est la cause de tous nos problèmes. Cette union sacrée doit aussi être l'objectif du gouvernement. Évitions les discours de haine qui divisent ! Évitions la manipulation des esprits qui ne fait qu'augmenter la rancœur et créer la suspicion. Concentrons-nous sur l'essentiel qu'est la sécurité pour tous les Maliens. Soutenons nos FAMAS pour une victoire finale. Oui, cette victoire est possible si nous nous montrons unis et solidaires.

El hadj Tiémoko Traoré / Source: Le Pouce

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Litige foncier : Occupants des terres de Safo et Tasan expriment leur mécontentement



Les habitants des terres de Safo, à Tasan, ont récemment manifesté leur mécontentement lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le samedi 17 août 2024 au Parc National de Bamako. La présidente du Collectif, Mme Sidibé Aminata Traoré, a souligné que 200 hectares de terres avaient été cédés à l'EDM pour la construction d'une centrale solaire de 100 mégawatts. Cependant, les propriétaires des terres n'ont toujours pas été correctement indemnisés pour cette utilisation de leurs parcelles.

Les membres du Collectif ont lancé un appel au Colonel Assimi Goïta, président de la transition, pour qu'il s'implique et résolve ce problème. Ils ont souligné que malgré les promesses de dédommagement faites par l'EDM, les indemnités proposées ne correspondent pas à la valeur réelle des terrains. Certains occupants avaient déjà investi dans leurs parcelles, ce qui rend les compensations proposées inadéquates. Le Collectif a sollicité l'intervention des autorités, adressant des lettres à l'EDM, au ministère de l'Urbanisme et au gouvernement. Malgré ces démarches, les occupants des terres de Safo n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante. Le gouvernement a récemment pris un projet de décret déclarant la zone en question d'autorité publique, ce qui a amené l'EDM à proposer des indemnités aux habitants à un tarif de 4600 francs CFA le mètre carré.

Cependant, les membres du Collectif continuent d'affirmer que ces compensations ne correspondent toujours pas à la valeur réelle des terres et demandent une résolution juste et équitable de ce différend. Ils attendent toujours que l'EDM et les autorités concernées prennent des mesures appropriées pour les indemniser correctement et les remettre dans leurs droits légitimes.

Selon les informations fournies, il semble que les occupants des 200 hectares de Safo et Tasan soient confrontés à une expropriation de la part de l'EDM SA et qu'ils réclament une résolution pacifique de ce différend. Le porte-parole a exprimé le souhait que les autorités, en particulier le président de la transition, Assimi Goïta, s'impliquent activement dans cette affaire pour le bien-être des occupants. Il est souligné l'importance de trouver un terrain d'entente pour résoudre ce conflit de manière pacifique, dans le respect de la transition en cours au Mali.

Il est mentionné que cette action vise à garantir le respect des droits des occupants tout en prenant en compte les enjeux liés à la problématique énergétique du pays. Youssouf Kouyaté insiste sur la nécessité

Mali : Adoption d'un projet d'ordonnance pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux



Lors du Conseil des Ministres du mercredi dernier, le Ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, a présenté un projet d'ordonnance visant à renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive au sein des États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce projet d'ordonnance, adopté lors de la session ordinaire du mercredi 14 août, s'inscrit dans le cadre de la mise en conformité des pays de l'UEMOA avec les recommandations internationales en matière de lutte contre ces infractions. En effet, les évaluations mutuelles menées entre 2017 et 2022 par le Groupe Intergouvernemental d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest ont révélé des insuffisances en termes de conformité technique et d'efficacité dans la lutte contre ces phénomènes.

Les principales innovations introduites par ce projet d'ordonnance incluent la formalisation du rôle de la Cellule nationale de Traitement des informations Financières (CENTIF) dans les évaluations des risques, la révision de la liste des personnes assujetties conformément aux recommandations du Groupe d'Action Financière, l'incrimination du financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que des manquements dans la mise en œuvre des sanctions financières ciblées. De plus, le projet d'ordonnance prévoit l'incrimination du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, la prise en compte des obligations des institutions financières en matière de virement électronique, ainsi que des obligations des opérateurs de transfert de fonds, conformément aux normes établies par le Groupe d'Action Financière. Cette nouvelle législation sous-régionale renforce ainsi l'arsenal juridique existant pour lutter de manière plus efficace contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive au sein de l'UEMOA.

Mohamed N'Diaye

d'une intervention de l'État pour agir dans le dossier de Safo et appelle à une action de la part des autorités pour trouver une solution équitable à cette situation.

Yacouba Ongoiba



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **NO VERT** **80 00 2222**

Les inégalités sociales : Un danger pour l'humanité

Selon une récente analyse de la Fondation internationale OXFAM, les inégalités croissantes entre les riches et les pauvres représentent le problème le plus grave et le plus dangereux pour l'humanité. Les luttes ouvrières observées à travers de nombreux pays trouvent leur origine principalement dans l'élargissement des écarts de revenus entre les différentes classes sociales.

Au cours des 30 dernières années, la richesse des plus fortunés de la planète a connu une croissance exponentielle depuis la chute de l'Union soviétique. Autrefois limitée par des pratiques sociales telles que l'éducation gratuite et les soins de santé, la cupidité des milliardaires s'est déchaînée ces dernières années.

Le World Wealth Report 2024 révèle qu'il existe 58 millions de millionnaires en dollars dans le monde, représentant 1,5 % de la population adulte mondiale. Ces individus détiennent près de la moitié de la richesse mondiale, soit 213 000 milliards de dollars, une somme colossale appartenant à une infime minorité.

Le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale classe 108 pays comme des pays à revenu intermédiaire, représentant ensemble 40 % de l'économie mondiale et hébergeant 75 % de la population mondiale. Selon les prévisions, des pays comme la Chine mettront plus de 10 ans à atteindre un quart du revenu par habitant des États-Unis, tandis que l'Inde nécessitera 75

ans pour y parvenir.

Des manifestations de masse secouent actuellement des pays tels que le Nigéria, le Kenya et le Royaume-Uni. Au Nigéria, des jeunes se mobilisent contre la proposition des autorités de fixer le salaire minimum à 37 dollars, réclamant un minimum de 43 dollars. Les tensions se sont intensifiées, des émeutes ont éclaté et des pertes humaines ont été déplorées.

Il est à noter le rôle significatif de jeunes activistes comme Michael Lénine, coordinateur de la campagne pour les droits des travailleurs, dans ces mouvements sociaux qui révèlent l'ampleur des inégalités et la lutte pour une redistribution plus équitable des richesses.

Les inégalités sociales représentent un défi majeur pour l'humanité, nécessitant une réflexion profonde et des actions concrètes pour réduire les écarts et promouvoir un développement plus équitable et durable pour tous. La situation que vous décrivez est très préoccupante et reflète les tensions sociales et éco-



nomiques croissantes qui existent dans de nombreux pays à travers le monde. Les affrontements en Angleterre entre la population locale et les migrants, ainsi que les manifestations au Kenya et au Bangladesh, sont le reflet de profondes inégalités économiques et sociales qui entraînent des réactions de mécontentement et de colère parmi les citoyens.

Il est essentiel que les autorités, tant au niveau national qu'international, prennent des mesures pour adresser ces problèmes de manière constructive et pacifique.

Il est essentiel de favoriser le dialogue, l'inclusion sociale et des politiques économiques plus justes pour répondre aux préoccupations légitimes de la population et éviter l'escalade des tensions.

Il est également crucial de renforcer les institutions démocratiques, de promouvoir la transparence et la responsabilité des gouvernements, et de garantir le respect des droits

de l'homme pour assurer une stabilité sociale durable. Les médias et les réseaux sociaux ont un rôle crucial à jouer dans la diffusion d'informations objectives et la promotion du dialogue interculturel pour favoriser la compréhension mutuelle et la résolution pacifique des conflits.

En tant que communauté mondiale, il est impératif de collaborer pour trouver des solutions durables aux défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. La coopération internationale, la solidarité et la collaboration sont essentielles pour bâtir un avenir plus juste et inclusif pour tous.

L'analyse de Karl Marx sur la lutte des classes demeure pertinente dans le contexte actuel où les écarts entre les riches et les pauvres se creusent. En effet, certaines tendances économiques et sociales confirment la persistance de cette lutte, bien qu'elle puisse prendre des formes différentes de celles ob-

servées à l'époque de Marx.

L'accroissement des disparités entre les classes sociales, en particulier entre les riches et les pauvres, est un facteur clé alimentant les mouvements de revendication sociale et de lutte pour la justice. Les inégalités économiques et sociales génèrent des tensions et des injustices qui incitent les individus défavorisés à revendiquer leurs droits et à lutter pour une meilleure répartition des richesses et des opportunités.

La quête de justice sociale demeure au cœur des enjeux contemporains, face à une mondialisation économique qui favorise souvent l'accumulation de richesses au détriment des plus vulnérables. La cupidité et la recherche du profit à tout prix sont critiquées pour leur rôle dans la perpétuation des inégalités et des injustices sociales.

Yacouba Ongoiba



Entreprenariat, emploi et formation professionnelle : Lancement du projet de formation des jeunes en installation et maintenance des équipements de photovoltaïque au CFP de Sénou



Le Centre de Formation Professionnelle (CFP) de Sénou a récemment initié la phase pilote d'un projet ambitieux visant à instruire des jeunes et des femmes dans le domaine de l'installation et de la maintenance des équipements photovoltaïques. Cette démarche, présentée par Madame la Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, a pour objectif de

renforcer l'employabilité des jeunes en leur procurant des compétences essentielles dans le domaine des énergies renouvelables.

La cérémonie d'inauguration, qui s'est déroulée le vendredi 16 août 2024, a été présidée par Madame la Ministre, et a rassemblé la participation de 30 jeunes dont les frais de formation sont intégralement pris en charge par

le Département. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme présidentiel plus vaste visant à encourager la transition vers les énergies renouvelables et à améliorer l'approvisionnement en électricité.

Le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi GOÏTA, a donné le coup d'envoi en lançant les travaux de construction de trois



centrales solaires d'une capacité totale de 400 MW-crête. Ces centrales, localisées respectivement à Sanankoroba (200 MW-crête), Safo (100 MW-crête) et Tiakabougou (100 MW-crête), représentent une réponse à la crise énergétique tout en offrant des opportunités d'emploi aux jeunes et aux femmes.

Madame la Ministre a souligné l'importance du secteur de l'électricité solaire en tant que domaine porteur pour l'insertion professionnelle des jeunes, notamment dans les milieux ruraux et semi-urbains. Elle a également évoqué la mise en place d'une base de données des jeunes formés dans les Centres de Formation Professionnelle afin de faciliter leur intégration professionnelle.

La cérémonie d'inauguration a également été marquée par la remise d'un présent au Ministre par les apprenants en carrelage du CFP de Sénou, ainsi que par le témoignage de Mademoiselle Nana Diankina TRAORÉ, diplômée en Génie énergétique et première de sa promo-

tion. La visite d'un atelier de formation et du nouveau scanner installé à l'entrée du CFP de Sénou ont clôturé cet événement prometteur.

Cette initiative de formation des jeunes en installation et maintenance des équipements de photovoltaïque représente un progrès si-

gnificatif vers l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes, tout en contribuant à la transition vers les énergies renouvelables et à la création d'emplois dans le secteur de l'électricité solaire.

Arouna Sidibé

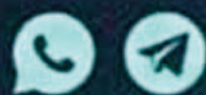




Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

An 4 de la transition, de la place de l'indépendance au CICB: Quand le pm Choguel K Maiga persiste à être l'obstacle au rassemblement et à l'union sacrée



C'est dans une salle de 1000 places clairesemée et composée en grande majorité d'enfants et de badauds plus enclins à s'amuser qu'à suivre la rhétorique permanente et redondante du PM que s'est tenu le meeting animé par Choguel K Maiga pour commémorer les quatre ans de la prise du pouvoir par la coalition militaro civile, un 18 Août 2020.

Au lieu de profiter de cette rare occasion de sortie en public pour dresser le bilan des quatre ans de gestion et de se projeter dans le futur, le clivant PM s'est livré à son exercice favori de diatribes, d'invectives et de contre-vérités contre tous les régimes qui se sont succédé durant les 30 dernières années au

Mali. Il n'a effleuré à aucun moment, dans son long discours, la délicate situation sociopolitique, encore moins l'idée d'un rassemblement des maliens autour des objectifs de la transition. Il a encensé les militaires tout en les divisant et jeté l'opprobre sur les anciens dignitaires en se réjouissant de l'arrestation de certains parmi eux. Pourquoi le Président de la transition garde-t-il un PM aussi clivant que haineux ? Assimi Goita sait-il réellement que son PM est plus un problème qu'une solution pour la transition ?

C'est au Centre International des Conférences de Bamako, communément appelé CICB que le premier ministre Choguel K Maiga a invité ses partisans de ce qui reste du M5 RFP pour

commémorer le quatrième anniversaire de 18 Août 2020. Ce quatrième anniversaire qui se déroule dans un contexte marqué par une crise sociale aiguë, une exacerbation de la tension politique avec son corolaire de restrictions des libertés et une détérioration des conditions sécuritaires, n'a nullement ému le PM Choguel K Maiga qui est plus préoccupé par la préservation de son fauteuil de premier ministre que de la délicate situation. Nulle part dans sa longue diatribe vexatoire, et revancharde il n'a fait allusion à la crise socioéconomique, voire financière engendrée par les coupures d'électricité et surtout par les choix politiques faits par le gouvernement. Vivant et profitant surtout des crises, le PM Choguel s'est adonné à son exercice favori de dénigrement de la

classe politique, de discrédit sur tous les régimes qui se sont succédé au pouvoir alors même qu'il est lui-même comptable de tous les régimes qui ont dirigé le Pays depuis plus de 30 ans sauf celui de Alpha Oumar Konaré Qui ne se souvient pas des propos flatteurs de Choguel K Maiga alors ministre de la communication porte-parole du gouvernement d'IBK qui qualifiait ce régime de « Soleil que nul ne peut cacher avec la main » ? L'histoire vient encore de donner raison à Alpha Oumar Konaré, lui qui n'a jamais voulu collaborer avec Choguel K Maiga. Alpha Oumar Konaré ce grand homme d'Etat avait une autre qualité qu'aucun dirigeant malien n'a jusque-là, c'est le choix des hommes et des femmes à des postes de responsabilités.

Pourquoi le Président de la transition garde-t-il toujours un PM aussi clivant que haineux ? Dans son discours de près d'une heure de temps, le PM Choguel K comme à son habitude s'est attaqué à ses anciens camarades du M5 RFP en les qualifiant d'ignares rampants, d'agents double et des nouveaux amis de la transition. Comme si cela ne suffisait pas il s'est réjoui du malheur dont sont victimes certains hommes politiques qui sont arrêtés et emprisonnés. Comment le PM d'un pays en profonde crise et qui a besoin que toutes ses filles et tous ses fils se retrouvent autour de

lui, puisse adopter une telle attitude qui frise la haine ? Il a voulu cacher sa préférence à certains militaires parmi les cinq Colonels, mais dans son discours tout bon analyste devrait décrypter son choix pour certains au détriment du Colonel Assimi Goita. Alors pourquoi continuer à garder un tel PM qui n'apporte absolument rien à la transition encore moins au Mali ? Seul le Colonel Assimi Goita est à mesure de répondre à cette question cruciale. Dans tous les cas le Président de la transition doit comprendre que son PM divise plus qu'il ne rassemble et la grande inimitié que vouent certains maliens trouve son explication dans les comportements du PM Choguel K Maiga.

Que dire de son manque de redevabilité quand on sait que le Plan d'Action Gouvernementale pompeusement présenté devant le CNT n'a toujours connu aucun compte rendu ni bilan à ce jour, à fortiori devant les maliens. Le meeting en était la meilleure occasion

Assimi Goita sait-il réellement que son PM est plus un problème qu'une solution pour la transition ?

La réponse est sans nul doute oui, car le Président à plus de canaux d'informations pour savoir les agissements inopportuns de son premier ministre. La question que bon nombre

d'observateurs se posent est celle de savoir pourquoi le PM est-il toujours maintenu à son poste alors qu'il ne sert à rien ? plusieurs réponses probables, soit parce qu'entre les cinq colonels l'unanimité n'est pas faite sur son départ et surtout sur le profil de son successeur, soit pour éviter de grandir le lot des opposants sachant bien que le PM est plus nocif dehors que dedans, soit ses tares, ses défauts et ses insuffisances servent-ils de bouclier aux militaires pour agir comme ils l'entendent, le bouclier prenant tous les coups !. Le Président Assimi Goita a intérêt à se débarrasser de ce PM clivant pour regagner la confiance de la classe politique et même de la société civile afin de mener à bon port le bateau de la transition.

En somme, derrière ce silence assourdissant de la frange majoritaire du peuple se cache une angoisse incommensurable due à la crise socio-sécuritaire doublée d'une crise économique-financière. Le Président de la transition qui est le premier responsable du pays doit parer au plus pressé pour rassembler les maliens et définir un nouveau cap permettant d'aller aux élections. Cela passera par le choix d'un nouveau PM et la mise en place d'un nouveau gouvernement plus inclusif.

Youssouf Sissoko



L'Alternance : À propos du débat sur l'acte de renoncement de Moussa Mara a ses droits pour renflouer les caisses de l'état

Un micro trottoir a permis de recueillir les avis de certains cadres maliens



Malick Touré

A MON AVIS , S'IL EXISTE UNE DENRÉE RARE AU MALI C'EST BIEN L'EXEMPLARITÉ ET LA REDEVABILITÉ DES ÉLITES POLITICO ADMINISTRATIVES QUI ONT DEPUIS TRÈS LONGTEMPS DÉCIDÉ À PARTIR DE LEURS POSITIONS , DE CONSACRER LEURS TEMPS , LEURS INTELLIGENCES ET LEURS SAVOIR-FAIRE À CRÉER ET FAIRE PROSPÉRER LEURS RICHESSES PERSONNELLES PLUTÔT QU'À LA PRÉSERVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DU BIEN PUBLIC !

L'exemplarité voilà le chaînon manquant dans la structure de l'élite politico administrative du Mali ! Voilà là où le bât blesse dans l'œuvre de construction de la Démocratie de l'époque post mars 1991 ! Pour en revenir au geste de

Moussa Mara, pour moi, aussi symbolique qu'il soit il a le mérite d'avoir existé, car renoncer à quelque chose au profit de la collectivité au-delà de la valeur est un exemple à saluer dans un pays comme le nôtre où les exemples du genre ne font pas légion !

On peut espérer qu'il fasse des émules !

Cependant j'aurais de loin préféré qu'il fasse ce geste il y a dix ans quand il quittait ses fonctions, la portée en aurait eu plus d'impact ! Ensuite le bémol que je vais porter concerne la destination finale des fonds concernés c'est à dire son reversement au trésor public auquel je ne crois guère à cause des procédures budgétaires , administratives et autres , ces

sommes risquent de disparaître dans le gouffre des charges de fonctionnement de la Primature , et à la place de Moussa Mara j'aurais gardé ces montants pour les redistribuer moi-même chaque mois à des personnes ou des familles qui en ont le plus besoin et ceci de manière vérifiable et pourquoi pas publique ! Comme il avait déjà commencé à le faire avec ses indemnités et primes de député si je me souviens bien. A ceux qui tentent de discréditer ou de tourner en ridicule le geste de Moussa Mara je leur répondrai simplement par le mot de Paulo Coelho : " C'est votre exemple qui change le monde, pas vos opinions ! "

Ce Pays a besoin d'exemples car pour moi le vrai problème aujourd'hui au Mali c'est l'exem-

plarité et la redevabilité des élites politico administratives en exercice, la politique étant devenue un réel ascenseur social, économique et financier, on n'y entre plus désormais par vocation pour le bien-être commun mais pour sa propre promotion et son propre confort hélas ! Les candidats se bousculent au portillon car aucun critère d'intégrité, de probité et d'exemplarité n'est posé ! Aucun parti politique, aucune association politique ne dispose d'une Charte de l'intégrité et des valeurs ! Polémiquer sur le geste de Moussa Mara est un faux débat, car il existe plusieurs autres sujets qui doivent faire l'objet d'un vrai débat national : parmi lesquels le dispendieux train de vie de l'Etat et particulièrement la scandaleuse budgétisation des fonds dits "de souveraineté" alloués aux présidents des institutions !

Pour moi, ces fonds de souveraineté sont les contre exemples parfaits de l'exemplarité et de la redevabilité que nous sommes en droit d'attendre de nos gouvernants : des sommes faramineuses sont mises à la disposition de ces responsables sans contrôle ni reddition à contre-courant de toutes les règles saines de gestion du bien public et ceci sans aucune base constitutionnelle ! Et de cela personne ne parle, ni même ne s'offusque.

Pour moi la vraie exemplarité pour les responsables de la transition depuis 2020 aurait été de renoncer purement et simplement à la totalité de ces fonds de souveraineté au lieu d'user de subterfuges pour toujours continuer à en profiter ! Cela aurait été un geste fort et un exemple qui aurait fait date dans l'histoire du Mali !

Ce geste fort aurait rassuré tous nos compatriotes de leur réelle volonté de changement et de leur engagement sur le chemin de la construction d'un Mali nouveau.

Malheureusement pour le Mali, ce choc ne s'est pas produit et chacun en tirera ses propres conclusions !

Cheick Sidi Diarra, ancien représentant du Mali aux Nations Unies

Bonjour chers tous.

Sans me prononcer sur un cas spécifique, je voudrais attirer l'attention du débat sur un des motifs majeurs ayant présidé à l'allocation des avantages accordés aux anciens premiers ministres.

C'est moins à l'intention de la personne concernée et plus en faveur de la préservation

de la dignité de la fonction qu'elle a assumée.

C'est pour éviter de donner une image de "clochardisation" de la dignité de la fonction et de l'image que l'Etat intervient pour "soutenir". C'est un moyen de préserver et protéger l'image de l'Etat et de la Nation.

Maintenant, s'agissant du rappel de la mesure concernant une personne, cela va être difficile dans la mesure où je ne suis pas sûr qu'il y ait une décision individuelle d'allocation d'avantages. Le DAF de la Primature s'exécute sur la base d'un décret fixant les avantages accordés, peut-être qu'il notifie par correspondance officielle au bénéficiaire tout au plus.

Vouloir briser la mesure par un acte administratif sans les conditions réglementaires de cessation soient remplies (privation judiciaire, décès...) pourrait être une entorse à la loi. En plus, cela ne respecterait pas le parallélisme des formes.

Par contre une renonciation volontaire pourrait être actée par un accusé de réception ou par une correspondance officielle accusant réception, sans préciser la suite à lui réserver.

Je m'abstiens de commenter sur l'opportunité de la décision.

Koro Traoré, Juriste

Calcul politicien ou geste par conviction?

On ne finira pas d'en parler.

Je souhaite partager un certain nombre de constats puis d'idées.

Constat 1 : le geste de Moussa Mara fait suite à quelques interventions au cours desquelles il a appelé les acteurs publics à donner l'exemple dans le sens de la réduction du train de vie de l'Etat. De ce point de vue, sa décision me semble, plutôt, cohérente.

Constat 2 : sur le timing, intervenant dans la foulée du collectif budgétaire, je présume (cela n'engage que moi) qu'il comptait donner le LA d'un vaste mouvement dans lequel se veraient les acteurs de l'exécutif et du CNT de la transition (pas surprenant que les seconds, surtout, ne l'entendent pas de cette oreille après le fameux « doromê tê bo à la »).

MM a, donc, choisi de renoncer à des droits





qui lui sont conférés (ainsi qu'à d'autres) par des textes en vigueur. La prise en compte de cette décision ne manquera de poser quelques difficultés de gestion au plan administratif, mais ça, la DAF s'en occupera.

Les sommes totales (numéraires et avantages en nature) peuvent sembler une goutte d'eau dans l'océan mais je veux regarder la portée politique au plan de l'exemple. Oui, comme d'autres parmi nous, je prône l'exemple par la vertu, pas simplement des dirigeants mais de nous tous ! Quel que soit le milieu dans lequel on s'y applique, quelle qu'en soit l'envergure, je pense que c'est bon à prendre.

Le timing pourrait sembler discutable tant il s'est écoulé dix ans depuis qu'il perçoit ces avantages; mais, est-il trop tard pour bien faire?

Maintenant, et si :

Il était procédé à un réaménagement de ce dispositif de manière à le rendre optionnel, no-

tamment sur les avantages en nature, dont la mise en place serait conditionné à une demande expresse des anciens premiers ministres;

on réexaminait la situation du cumul des avantages en numéraires avec les pensions de retraite, principalement. En effet, lorsque l'ancien premier ministre est un fonctionnaire ou un salarié admis à la retraite, la question du cumul se poserait légitimement.

En fin de compte, ce cas est d'école et doit permettre d'ouvrir une large réflexion sur le mécanisme et tous ses contours au lieu d'être simplement appréhendé sous le prisme de qui fait le geste et pourquoi le fait-il. Osons-nous surpasser et dépasser les aspects personnels de quelque situation que ce soit.

Nos idées s'en trouveraient davantage éclairées et nos positions plus cohérentes.

Diombo Kouma, Médecin

Bonsoir le geste de Mara est à saluer et à louer seulement nous sommes dans un pays pour le moment anormal. Comment magnifier ce qu'Assimi a fait en mettant une partie de sa caisse noire pour les écoles et forages et ne pas saluer ce que Mara a fait. Mara a fait plus que Assimi car pour moi lui il est là pour nous donner de l'eau des écoles donc il ne mérite rien pour cela mais ce qu'on a vu la presse en a fait de son choux gras les videomems et les opportunistes de tout acabit ont passé tout le temps à applaudir ce geste qui n'en est pas un car il devait renverser ce fond au trésor. En fait ce ça que Mara les a montré sinon il pouvait dire aussi qu'il utilise ce fond pour aider les jeunes qu'il fait avec ses propres sous mais il les a mis au compte du trésor. C'est pour ça que les sbires du régime sont encore sortis contre lui pour saboter son geste car leurs parrains n'ont pas été capables de laisser un centime de leurs avantages au budget de l'état. Si Mara tire des avantages politiques dedans quoi de plus normal pour un homme politique. Au lieu d'insulter Mara faisons comme lui si

chaque dirigeant donnait à l'état 700000 par mois cela aidera le pays. Félicitations à Mara

Abdramane Keita, Journaliste

Moi, je trouve que sa démarche peut paraître salubre mais je doute d'abord de sa pertinence par rapport à l'effet escompté. Si son renoncement s'inscrit dans le cadre du soulagement de l'Etat de ses charges budgétaires, il ne me paraît pas évident que les émoluments du genre soient assez significatifs pour peser si lourdement sur le trésor public et que leur récupération puisse servir à un dessein plus sublime que les objectifs ayant prévalu à leur destination initiale. J'estime, en effet, que les manques à gagner de l'Etat et les évasions de ressources publiques sont d'une portée plus significative ailleurs qu'au niveau des subsides accordés à des personnalités afin qu'ils incarnent plus dignement la notoriété de l'Etat. En clair, les charges de l'Etat sont de loin plus grevées par la dilapidation indescriptible d'eau et d'énergie dans les bureaux quoiqu'atténuée par la sécheresse électrique, les nombreuses commandes sans expression de besoin, les achats peu optimisés, les abonnements télé et wifi non discriminée, les coûteuses missions inutiles devenues un filon dans les structures étatiques dépourvues de dotations budgétaires à prébendes, etc. Les maigres ressources d'anciens PM ne constituent en définitive qu'une goutte d'eau dans

l'océan, sans compter qu'en y renonçant Moussa Mara n'a aucune assurance de l'usage plus judicieux d'un montant qu'il ferait peut-être mieux d'octroyer plus discrètement aux orphelinats, aux nombreuses structures d'accueil de déplacés occasionnés par la crise malienne, entre autres. Au lieu de quoi, il aura exposé à la déconvenue tant d'anciens Premiers ministres professionnellement inactifs et dépourvus des revenus qui leur permettraient de lui emboîter le pas. S'il se trouve, par ailleurs, que par cette démarche Moussa Mara voudrait remettre en cause la pertinence même de l'octroi d'émoluments aux anciens PM, il serait plus cohérent de sa part de faire un rappel de tout ce que son statut d'ancien PM lui a procuré du moins en espèces.

Khefing Kanté, Juriste

Bonjour chers tous et chères toutes, ces avantages ne doivent jamais servir de ressorts politiques puisqu'ils ne doivent jamais exister.

Si nous observons les règles générales liées aux conditions d'emploi dans les emplois publics, ces avantages s'avèrent d'abord injustes et inévitables car n'obéissent à aucun critère de performance dans la gestion des affaires publiques.

En principe, l'objectif d'une fonction au service de l'administration et des citoyens est non

seulement de réguler l'accès aux emplois publics, mais de produire un impact positif sur le service rendu aux usagers. Cela implique d'améliorer le niveau de compétences, d'attirer des profils d'excellence, et de proposer aux agents un parcours de carrière attractif et dynamique qui génère des résultats positifs pour l'ensemble.

De l'octroi de ces avantages à aujourd'hui, quels sont les résultats de performance obtenus ?

Sékou Tangara, Journaliste

Vu sous un angle exclusivement politique le geste de Mara va toujours diviser. Ses partisans salueront systématiquement ce que ses détracteurs qualifieront de manœuvre politique. Pour ce qui nous concerne l'acte est à féliciter et à encourager même s'il intervient après une dizaine d'années de perception des dits avantages. Rappelons-nous Oumar Mariko est aussi passé par là. Ne se considérant pas député élu il avait affirmé renoncer à ses indemnités parlementaires. A supposer que ses pairs du CNT actuel emboîtent le pas les caisses de l'état seraient renflouées à hauteur de milliards. Les hommes politiques qui essaient de faire bouger les lignes méritent d'être encouragés.

L'Alternance





COMMUNIQUÉ INPS

Le Directeur Général de l'INPS porte à la connaissance des retraités que la dématérialisation des paiements des pensions sera effective à partir du 31 juillet 2024. A cet effet, il invite tous les bénéficiaires de droit à pension de fournir :

- Un numéro de compte bancaire pour ceux qui veulent être payés par virement bancaire ;
- Un numéro de téléphone pour ceux qui veulent être payés par mobile money.

NB : Ceux qui sont déjà payés par virement ou par mobile money ne sont pas concernés.

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

À RENSEIGNER PAR LES PENSIONNÉS

1 NOM ET PRENOM

2 N° DE PENSION

3 JOINDRE LE RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE ou LA FICHE D'IDENTIFICATION DE MOBILE MONEY

Veillez déposer ce fichier dans les Agences Principales, dans les Directions Régionales ou les Agences Secondaires.

Bamako, le 07 Juin 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Le Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Inondations au Mali : Appel à une action proactive du gouvernement pour protéger les populations vulnérables



Depuis le début de la saison des pluies au Mali, les inondations ont touché plusieurs régions du pays, laissant des milliers de personnes sans abri et causant des décès et des blessures. Malgré les mesures de prévention et d'intervention prises par le gouvernement en 2022, la mise en œuvre de ces actions laisse à désirer, comme en témoignent les récentes statistiques alarmantes.

Selon un communiqué du Comité interministériel de gestion des crises et catastrophes, les récentes pluies ont entraîné 33 cas d'inondations dans neuf régions administratives du Mali et à Bamako, causant huit décès et 91 blessés. Au total, 22 553 personnes ont été touchées, parmi lesquelles 7328 hommes, 6229 femmes et 8996 enfants, avec des pré-

visions indiquant une augmentation des chiffres suite aux pluies de la semaine dernière.

Avant le début de la saison des pluies, les autorités météorologiques avaient averti du risque d'inondations, soulignant l'importance pour le gouvernement d'anticiper et de mettre en œuvre les mesures de prévention déjà établies. Malheureusement, le manque d'anticipation et de réactivité a entraîné une série de catastrophes naturelles, mettant en lumière les lacunes du gouvernement dans sa capacité à protéger les citoyens.

Il est crucial que le gouvernement apprenne à anticiper les événements et à agir de manière proactive plutôt que réactive. La refonte de l'État ne peut se limiter à des réformes insti-

tutionnelles, mais doit également impliquer un changement de mentalité et de comportement chez les citoyens. Il incombe au gouvernement de garantir la protection et la préparation des populations face aux défis environnementaux et sociaux.

Il est impératif que le gouvernement malien renforce ses efforts en matière de prévention des catastrophes naturelles et d'assistance aux populations sinistrées. Les inondations récentes soulignent l'urgence d'une action concertée et proactive pour protéger les communautés vulnérables et assurer leur sécurité et leur bien-être.

Fatou Sissoko

Abdelmadjid Tebboune prêt à envoyer l'armée algérienne combattre Israël à Gaza : Une déclaration lors de sa campagne électorale



Lors d'un discours passionné pendant sa campagne électorale, le candidat Abdelmadjid Tebboune a surpris l'auditoire en exprimant sa volonté d'envoyer l'Armée Nationale Populaire (ANP) combattre l'armée israélienne à Gaza si l'Égypte ouvre ses frontières. Cette déclaration, qui a suscité de vives réactions, soulève de nombreuses interrogations quant à ses implications et sa pertinence.

En agrémentant ses paroles de références religieuses, Tebboune a affirmé que si l'Égypte venait en aide à l'Algérie et ouvrait les frontières, l'armée algérienne serait prête à agir. Cette déclaration soulève des inquiétudes quant à une éventuelle escalade militaire dans la région, compte tenu des enjeux géopolitiques complexes qui entourent le conflit is-

raélo-palestinien.

La question se pose alors : s'agit-il d'une déclaration sérieuse ou d'une bravade politique destinée à galvaniser ses partisans ? La perspective d'un conflit armé avec Israël soulève également des préoccupations quant aux conséquences potentiellement désastreuses pour la région, notamment face à une éventuelle confrontation avec les forces américaines et de l'OTAN.

Cette déclaration soulève également des interrogations sur la cohérence de la politique étrangère d'Abdelmadjid Tebboune. Alors qu'il avait affirmé prendre en charge la cause palestinienne lors d'un sommet arabe en 2022, les actions concrètes de l'Algérie en faveur de

la Palestine restent limitées. Les critiques soulignent notamment le manque d'implication diplomatique de l'Algérie dans les négociations de paix, ainsi que les relations tendues avec Mahmoud Abbas, leader palestinien.

La déclaration de Tebboune soulève des questionnements sur ses réelles intentions et sur la cohérence de sa politique étrangère. Alors que le conflit israélo-palestinien demeure un sujet brûlant et complexe, de telles déclarations risquent d'exacerber les tensions régionales et d'entraîner des conséquences imprévisibles.

Arouna Sidibé

En Campagne Électorale en Pennsylvanie: Kamala Harris Critique Indirectement Donald Trump lors d'un Discours

La vice-présidente américaine, Kamala Harris, a récemment pris la parole lors d'une apparition de campagne dans l'État clé de la Pennsylvanie, accompagnée de son colistier, le gouverneur du Minnesota, Tim Walz. Au cours de son discours, elle a indirectement critiqué l'ancien président Donald Trump, en suggérant que la véritable mesure de la force d'un leader ne se base pas sur ceux qu'il a battus, mais sur ceux qu'il soutient.

Harris a déclaré devant ses partisans : « Qui-conque essaie de battre les autres est un lâche

», sans nommer directement Trump, qui de son côté l'avait qualifiée de « radicale » et de « folle » lors d'une récente apparition de campagne. Les sondages montrent que Harris apporte une nouvelle énergie à la campagne et comble l'écart avec Trump, tant au niveau national que dans plusieurs États clés, dont la Pennsylvanie.

En tant que première femme noire et d'origine asiatique à briguer la présidence, Harris a souligné sa vision d'une nouvelle voie à suivre et son engagement à rassembler tous les ci-

toyens. Elle prépare activement son discours de nomination démocrate à la présidence, prévu pour jeudi, mettant en avant ses convictions et ses plans pour l'avenir du pays.

Trump a exprimé sa confiance quant à sa capacité à battre Harris, soulignant sa préférence pour affronter un adversaire moins expérimentée que Joe Biden, dont il avait remporté la victoire en Pennsylvanie en 2016. Cependant, Biden et Harris ont l'intention de conserver cet État ainsi que d'autres clés lors de l'élection de novembre.

La Pennsylvanie, comme le Wisconsin et le Michigan, avait contribué à la victoire surprise de Trump en 2016, mais Biden a réussi à les ramener du côté démocrate en 2020. Harris se prépare à prendre le relais de Biden lors de la convention démocrate, symbolisant ainsi la continuité du parti pour la course à la présidence.

La campagne électorale américaine se poursuit avec des échanges tendus entre les principaux candidats, mettant en lumière les enjeux politiques et les visions divergentes pour l'avenir du pays. L'équipe de campagne



de Trump met en place une série d'événements dans des États clés cette semaine pour contrer la convention. Voici un aperçu des différents événements prévus :

Lundi : Trump visitera une usine de fabrication à York, en Pennsylvanie, mettant l'accent sur l'économie.

Mardi : Il se rendra à un bureau du shérif du comté de Howell, dans le Michigan, pour discuter de la sécurité et de la criminalité.

Mercredi : Trump et son colistier, le sénateur JD Vance, prononceront un discours sur la sécurité nationale à Asheboro, en Caroline du Nord. Vendredi : Trump rejoint Turning Point Action à Glendale, en Arizona, pour un rassemblement mettant en avant les efforts pour accroître la participation.

Les partisans de Trump espèrent qu'il recentrera sa campagne sur la politique plutôt que sur les attaques personnelles contre Harris. Le sénateur républicain Lindsey Graham a souligné l'importance de la politique dans la course à la Maison Blanche et a exprimé sa confiance quant à la capacité de Trump de remporter l'élection grâce à ses politiques jugées bénéfiques pour l'Amérique.



Il semble que l'équipe de Trump cherche à mettre en avant des thématiques telles que l'économie, la sécurité nationale et la participation politique dans le cadre de ces événements. Cela montre une volonté de se

concentrer sur des enjeux clés et de mobiliser les électeurs, tout en mettant en avant les atouts politiques du président Trump.

Arouna Sidibé



Stade Mamadou Konaté : lancement de la 4e édition de la Super-Coupe de football "Colonel Assimi Goïta"



Cet événement sportif majeur a réuni de nombreuses personnalités politiques et des représentants des institutions maliennes, démontrant l'importance accordée par le Président à l'unité et au brassage des jeunes Maliens.

Le Commissaire-Colonel Cheick Mamadou Chérif Tounkara, président de la commission d'organisation, exprime sa gratitude envers le Colonel Assimi Goïta pour son soutien à cette édition 2024. Il invite tous les participants et spectateurs à suivre les idéaux des pères fondateurs de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) dans la reconstruction du Sahel, soulignant l'importance de l'union et de la solidarité régionale.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahima Fomba, souligne que la Super-Coupe Colonel Assimi Goïta est devenue un symbole d'unité, d'intégration et de cohésion sociale au Mali et au sein de l'Alliance des Etats du Sahel. Il met en avant les efforts du Président Goïta pour moderniser les infrastructures sportives du pays, contribuant ainsi à renforcer l'identité nationale et la souveraineté du Mali.

En effet, le sport, en particulier le football, est un vecteur d'union et de rapprochement entre les États de l'Alliance des Etats du Sahel, favorisant la coopération et l'échange entre les peuples. L'édition 2024 de la Super-Coupe Colonel Assimi Goïta a été marquée par la présence des délégations burkinabè et nigérienne,

illustrant l'importance de la solidarité régionale dans la construction d'un avenir commun et prospère pour les pays du Sahel.

Ainsi, cet événement sportif d'envergure a permis de célébrer l'esprit de fraternité et d'engagement en faveur de la paix et du développement dans la région. Le Président et les autorités maliennes continuent de promouvoir les valeurs de l'unité et de la solidarité à travers le sport, renforçant ainsi le lien entre les communautés et les générations futures.

Le Secrétaire général de la Présidence, Alhousseyni Diawara, souligne que la Super-Coupe, se déroulant dans un contexte de vaste processus de reconstitution du Sahel, est une



occasion heureuse, une opportunité et un signe de paix, de cohésion sociale, ainsi qu'une illustration spéciale du soutien du Chef de l'Etat, Président en exercice de l'AES, envers le sport et la défense de la cause de la jeunesse malienne.

Le coup d'envoi symbolique du match d'ouverture, suivi d'un lâcher de ballons gonflables aux couleurs du Mali, est effectué par le Premier ministre à 16h38 précises.

Choguel Kokalla Maïga s'est exprimé à la clôture du match en exprimant sa satisfaction, déclarant que cet événement était une célébration visant à illustrer l'intention du Prési-

dent de réunir la jeunesse malienne, de les inviter à l'unité, à la mixité ethnique et à l'harmonie entre les différentes communautés. Il a souligné que la victoire de ce match revenait à la jeunesse malienne et que le Mali en était sorti triomphant.

Le discours du ministre de la Jeunesse a été chaleureusement accueilli, en particulier la phrase suivante : "Je suis ministre, je suis FAMA ; je suis jeune, je suis FAMA ; je suis Malien, je suis FAMA", qui rend hommage aux militaires en les encourageant à persévérer malgré les obstacles. Cela démontre que la jeunesse malienne, malgré les défis, sait ex-

primer son unité, sa joie et sa cohésion, en accord avec les souhaits du Président de la Transition.

Le résultat du match s'est soldé par deux buts en faveur de l'équipe de Sikasso contre zéro pour celle de la Présidence, avec des buts marqués respectivement à la 15e et à la 78e minute de jeu. La Super-Coupe Assimi Goïta a été remportée par Mopti en 2021 et 2022, et par Ségou en 2023. La finale de la 4e édition se tiendra le 21 septembre 2024, à la veille du 64e anniversaire de l'indépendance du Mali.

Fatou Sissoko

An advertisement for malikile.com. On the left, the website logo 'malikile.com' is displayed in a bold, black font, with a tagline below it: 'La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !'. On the right, a smartphone is shown displaying a news article with the headline 'MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER'. The background of the ad is a light, neutral color.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Professionnellement rien ne se passe comme vous le souhaitez. Entre un directeur ronchon, des collègues de bureau exaspérés et votre manque de motivation, il est difficile de se mettre au travail. Impatiemment, vous attendez votre heure de pause.

Vous avez quelques difficultés à boucler votre budget, une dépense par-ci, une dépense par-là, vous avez l'impression de ne jamais vous en sortir. Pourtant, cher Bélier, votre vigilance commence à payer. Prochainement vous en bénéficierez.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Essayez de calmer vos ardeurs, de refréner vos réactions si vous pouvez, et les rapports entre collègues redeviendront ce qu'ils ont toujours été, c'est-à-dire apaisés et cordiaux ! Entre Uranus et le Soleil, vous avez du mal à garder le contrôle.

Avec Jupiter, vous voyez les choses de façon démesurée. Vous pourriez avoir la folie des grandeurs, et l'envie de déménager fait son chemin. Une belle maison à la campagne, pouvant accueillir toute votre famille, voilà qui serait formidable !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce à Mercure, vous aurez plus d'un tour dans votre sac. Fine mouche, vous utiliserez les éventuelles dissensions sur votre lieu de travail pour creuser votre sillon avec habileté. On vous demandera conseil, car vous garderez la tête froide.

Sur le plan financier, les tentations seront grandes. Et comme Vénus aura tendance à lever toutes vos inhibitions, vous aurez envie de faire des folies, quitte à le regretter par la suite. Par conséquent, efforcez-vous de mieux maîtriser votre carte bleue.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour parvenir à régler un problème, vous pouvez faire appel à vos plus proches collaborateurs, en effet, la situation vous semble suffisamment complexe pour pouvoir la résoudre en solo. Vous recevez un appui de qualité. Vos talents sont reconnus.

C'est grâce aux actions de Jupiter et à votre grande force de persuasion que vous pourrez obtenir un plus gros salaire. On peut dire que la situation actuelle arrange bien vos affaires financières. Ce serait ridicule de passer à côté.



Lion (22 juillet - 23 août)

En recherche d'emploi, il y a une issue favorable, cher Lion. Votre CV est retenu, vous pouvez vous réjouir d'avance, votre profil intéresse une entreprise de grande envergure. Présentez-vous à l'entretien et montrez-vous très confiant. La façon de placer votre argent dépend de ce que vous souhaitez en tirer. Prenez rapidement conseil auprès de votre conseiller de banque, cela vous permettra d'obtenir les bonnes informations et d'avoir les réponses à vos questions.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance au bureau est gâchée par des tensions, du fait de votre irritabilité du jour. La communication s'avère compliquée, et, malgré une belle créativité, votre travail risque d'en pâtir. Tournez le dos aux médisances et n'écoutez pas les ragots !

Votre nature généreuse est mise en avant pendant cette journée, et vous avez envie de gâter vos proches. Mais en bon économiste, vous parvenez tout de même à limiter votre budget, et vous gérez parfaitement. Aucun débordement inutile, bravo.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez du pain sur la planche, mais vous serez suffisamment stimulé pour mener vos tâches avec succès. Vous serez remarqué favorablement par votre hiérarchie. Si vous recherchez un emploi, patience, car la chance va enfin tourner de votre côté.

En priorité, vous mènerez certaines affaires financières tambour battant, mais vous risquerez d'en délaissier d'autres qui mériteraient particulièrement votre attention. Certaines personnes pourraient tenter d'en profiter pour vous doubler : soyez alerte.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas le temps de vous attarder sur les problèmes de vos collègues de travail, vous avez suffisamment à faire. Si vous désirez monter votre propre activité, pour doubler vos chances de réussite, votre projet doit être maîtrisé à la perfection.

Budgétairement, tout va très bien ! Pluton (spécialiste financier) vous permet de finaliser une affaire, vous pourriez également signer un contrat très rentable. Vous profitez d'excellentes influences, autant vous faire plaisir si vous le souhaitez.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous manquez d'organisation. Un travail désorganisé et vous voilà à vous tirer les cheveux. Des petites complications pourraient vous apporter du stress. Votre impatience vous joue des tours. Prenez votre mal en patience avant de monter au créneau.

Vos finances crient à la prudence, aujourd'hui, rien ne va comme vous le souhaitez de ce côté-là. Un point précis sur la situation est obligatoire. Faites-vous aider de votre banquier, ensemble vous devriez trouver des solutions de facilité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre organisation légendaire est bien réelle, et vous savez ce que vous faites. Le sérieux dont vous faites preuve au travail n'a d'égal que votre détermination, mais chassez cet air vaniteux qui peut arriver, et compromettre les bonnes relations.

Vous faites tout votre possible pour parvenir à équilibrer votre budget, et vous y parvenez. Économies ou épargne, restriction, tout est fait intelligemment afin que vous ne manquiez de rien, et cela malgré votre générosité bien réelle. Vous êtes champion !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure dynamisera vos échanges avec vos collègues pour travailler efficacement. Si vous visez un emploi, vous serez acharné dans vos recherches. Vous n'attendrez pas forcément que l'on vous propose quelque chose. Vous prendrez des initiatives.

Il pourrait être question d'un prêt, d'un financement, mais vous devrez remplir plusieurs dossiers et attendre le feu vert de la banque. Un arrangement administratif pourrait vous être octroyé dans d'excellentes conditions et avantageuses pour vous.



Poisson (19 février - 21 mars)

Cher natif, sortir de votre zone de confort ne peut que vous faire du bien. Ce n'est pas sûr que jouer la carte de la sécurité vous amuse bien longtemps. Aujourd'hui, vous avez un choix à faire. Votre situation mérite grande réflexion.

De l'insouciance ou de la négligence, vous n'êtes pas suffisamment focalisé sur vos finances. C'est sûr, vous n'avez pas envie de vous encombrer l'esprit, mais votre situation financière actuelle demande un peu plus de sérieux et de vigilance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Comité de l'opposition
Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Renforcement des relations diplomatiques bilatérales
Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

1594 **Malikilé**



Justice internationale
Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Prise en compte des intérêts de l'Union CEMAC, l'Union Africaine et l'Union Européenne

Politique autour de l'adhésion de l'Union CEMAC - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une initiative de Boubou Bakou Assani et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Les États de l'Union CEMAC

Fin de la désignation de l'Union CEMAC - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Prémiers Punitive Chaguel!

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Visite diplomatique de l'Union CEMAC - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Comité Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23